

à une action concertée sur des questions non traditionnelles relatives à la sécurité : le trafic des stupéfiants, les migrations et peut-être même l'environnement.

Toutefois, quelle que soit la façon dont ces mesures seront définies à l'avenir, l'important, aujourd'hui, c'est que nous ayons convenu qu'un dialogue sur la sécurité sert nos intérêts communs.

Distingués délégués, partager notre expérience est aussi un moyen de réduire les distances entre nous.

C'est pourquoi le Canada se réjouit que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), à l'initiative de la Malaysia, fasse participer la Russie et la République populaire de Chine (RPC) à ses délibérations.

La Russie traverse une période de bouleversements considérables, mais dans ses efforts en faveur de l'établissement de nouveaux systèmes démocratiques et économiques, elle s'appuie sur les meilleures expériences politiques et économiques dans l'Ouest, en Asie et ailleurs. L'ANASE a une contribution importante à apporter à cette transition extrêmement difficile.

Le Canada se réjouit des mesures prises récemment par la RPC en vue de favoriser le processus de paix au Cambodge. Sans la participation de la Chine, il n'y aurait pas eu de Conférence internationale de Paris ni d'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (UNTAC). Par ailleurs, la récente décision de la Chine de signer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) contribue sensiblement à assurer la paix et la stabilité mondiales.

Certaines mesures prises récemment par ce pays sont toutefois inquiétantes. Il est regrettable que la Chine ait procédé à un essai nucléaire et ait fait exploser un des plus puissants engins de l'histoire, ce qui va carrément à l'encontre de la tendance mondiale actuelle. C'est une erreur qui envoie un message erroné, particulièrement à des pays comme la Corée du Nord, l'Inde et le Pakistan.

Le Canada est aussi déçu de l'appui que la RPC continue d'accorder au régime répressif de la Birmanie. Cet automne, à l'Assemblée générale des Nations Unies, il faudrait que nous demandions tous l'imposition d'un embargo militaire contre la Birmanie.

Il faut, une fois de plus, exhorter le gouvernement birman à libérer tous les prisonniers politiques, et tout particulièrement la récipiendaire du prix Nobel de la paix, M^{me} Aung San Suu Kyi.